

PLOAA : l'Élan commun avait peu d'espoir !



Certain•es avaient de l'espoir, mais l'Élan commun assez peu : un avant projet de Loi d'orientation et d'Avenir Agricole bien loin des enjeux de demain...

Début Septembre 2022, Emmanuel Macron avait annoncé un chantier majeur pour l'avenir de notre agriculture présenté comme les fondations d'un Pacte loi d'Orientation et d'Avenir Agricole. Cette annonce avait été fortement médiatisée lors des journées Terres de Jim organisées par le Syndicat Jeunes Agriculteurs... Un an plus tard, le ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire est venu présenter les grandes orientations issues des débats avec les différents acteurs de l'agriculture devant le même auditoire, mais avec beaucoup moins d'attention médiatique.

A n'en pas douter, choisir à nouveau la période et le lieu des Terres de Jim, donc des « terres » des JA et de la FNSEA, fréquentées assidument par les firmes de l'agro-industrie, est une opération politique affirmée qui favorise un modèle qui sous couvert de modernité est en fait archaïque, intensif et productiviste avec ses limites et ses problèmes récurrents. Les enjeux de la transition agroécologique exigent une volonté politique toute autre et une responsabilité à adopter pour l'avenir de notre agriculture et de notre alimentation. Il est nécessaire que cette orientation soit intégrée à la loi, afin de pouvoir répondre aux enjeux sociétaux, auxquels nous serons confrontés, du renouvellement de la moitié de la population agricole sous 8 à 10 ans à la nécessaire bifurcation écologique.

Fin août, l'Élan commun a été reçu par le ministre pour une bilatérale de rentrée 2023 et le Projet de Loi d'Orientation Agricole (PLOA) a été abordé sans que Marc Fesneau ne daigne délivrer une once d'informations sinon quant à son contenu final à tout le moins quant aux principales orientations retenues.

À l'annonce de ce chantier, l'Élan commun avait émis des doutes quant à la volonté réelle de faire bouger les curseurs. Nous ne nous étions pas trompés, les travaux accouchent de propositions qui ne nous paraissent pas du tout être à la hauteur des enjeux auxquels nous devons faire face demain.

Une fois de plus, le mépris est manifestement toujours de mise et fait raisonner comme un relan d'un dialogue social qui ne sert toujours pas à grand-chose. L'Élan commun va donc poursuivre résolument le portage de ses propositions auprès des parlementaires, propositions travaillées notamment au sein du Comité de Défense et de Développement de l'Enseignement Agricole Public et en lien avec le Collectif Nourrir.

Paris, le 24 septembre 2023